

des conférences annuelles durant lesquelles les participants pourraient continuer de discuter du sujet. La première Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires s'est tenue à Vienne du 6 au 8 octobre 1999, trois ans après l'ouverture de cet instrument à la ratification. Les États qui n'avaient pas encore ratifié ont alors été encouragés à le faire, et invités à « s'abstenir, dans l'intervalle, de prendre des mesures qui le priveraient de son objet et de son but ». Comme on le soutiendra plus loin, cette dernière considération est d'une importance capitale pour l'avenir du Traité, et pour sa possible application « provisoire ».

Depuis cette première conférence, plusieurs États parties, dont le Bangladesh, le Chili, la Russie, l'Ukraine et la Turquie, ont ratifié le Traité, mais d'autres restent sur la touche. Après la rencontre, certains joueurs clés comme l'Inde, le Pakistan et les États-Unis, ont mis en oeuvre des politiques qui oscillent entre l'appui et la résistance au TICE. Un tel comportement, s'il ne « prive [pas le traité] de son objet et de son but », contribue à tout le moins à la situation actuelle, ou des membres potentiels vitaux choisissent le parti de l'inaction tout en déclarant leur soutien d'un large régime de non-essais. Tout cela a contribué à créer un sentiment général d'incertitude quant aux chances futures d'un TICE.

La deuxième conférence devait avoir lieu au siège de l'ONU à New York du 25 au 27 septembre 2001, mais elle a été reportée aux 11, 12 et 13 novembre à la suite des attaques du 11 septembre. Cent neuf États y ont pris part, mais aucun des 13 États restants de l'annexe 2 n'a ratifié le Traité depuis. De plus, les États-Unis n'étaient pas au rendez-vous². Cette rencontre qui, de l'avis de beaucoup, était une occasion d'accélérer le processus de ratification, a été clairement influencée par la guerre contre le terrorisme dirigée par les États-Unis, et les perspectives de ratification par un grand nombre d'États clés ne sont pas encourageantes. Cela dit, on entretient un certain espoir que la Colombie, l'Indonésie et le Viêt-Nam ratifieront l'instrument incessamment.

Malgré l'impasse actuelle, le processus du TICE a jusqu'à maintenant été une réussite, largement en raison des développements productifs survenus à l'Organisation du Traité d'interdiction complète des

²Les États qui n'ont pas ratifié ne sont pas tenus de participer aux conférences, mais bon nombre le font à titre d'observateurs. De plus, malgré l'impression générale que les États-Unis n'appuient pas le Traité (une éventualité plus préoccupante sous l'administration Bush), ils n'ont pas activement cherché à s'en retirer, ni ne l'ont-ils renié. Comme l'a fait observer un haut fonctionnaire, il y a un « roulement » continu au département d'État, et le soutien du TICE au sein de l'administration pourrait augmenter, dans la même mesure qu'il a diminué. Entrevue, officiel de la mission des États parties, Vienne, Autriche, 15 juillet 2002.